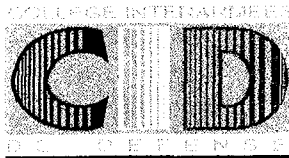
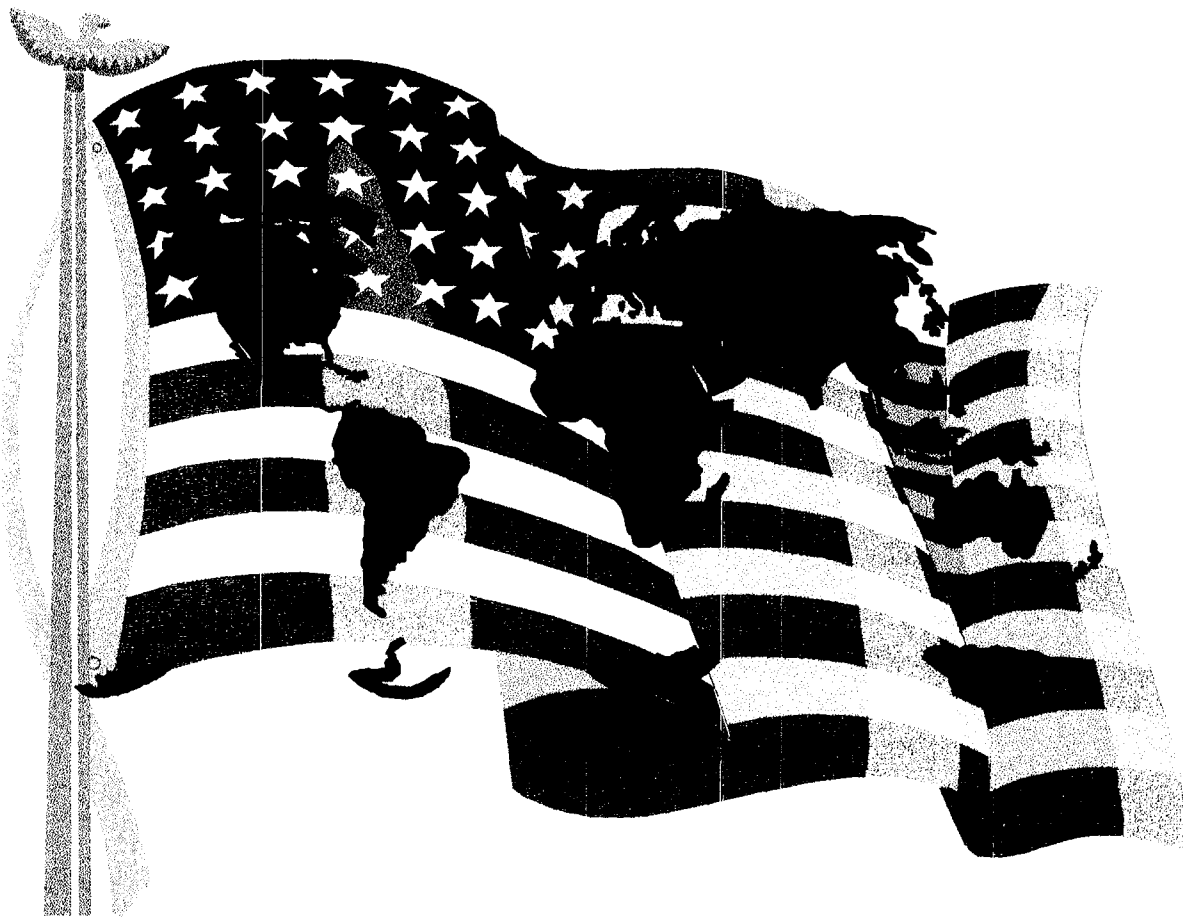


1998 . 320



MEMOIRE DE STRATEGIE

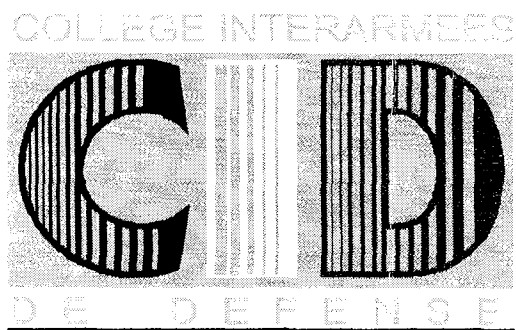


**LES ETATS-UNIS : DERNIER RECOURS DU
SYSTEME DE SECURITE COLLECTIVE ?**

5ème Promotion 1997 / 1998
Division C / Groupe C 1
Mars 1998

Chef d'escadrons
GOUPIL Hubert





LES ETATS-UNIS, DERNIER RECOURS DU SYSTEME DE SECURITE COLLECTIVE ?

Résumé

Au terme de la guerre froide, la pensée stratégique américaine a subi une évolution caractérisée qui s'est traduite par la volonté des Etats-Unis de promouvoir la démocratie à l'échelle planétaire. Dans ce nouveau panorama géostratégique, il semble que l'objectif de la Maison Blanche consiste à conforter ses acquis tout en créant les conditions indispensables pour donner naissance à une « *structure géopolitique susceptible d'amortir les chocs inévitables et les tensions engendrées par les changements politiques*¹. »

L'auteur du présent mémoire invite le lecteur à comprendre dans quel cadre s'inscrit le renouveau de la pensée stratégique américaine par un éclairage sur les conséquences de l'après guerre froide, l'avenir de la sécurité européenne et les enjeux dans la zone Asie-Pacifique.

La démarche entreprise vise à démontrer que la mise en place d'une architecture de sécurité planétaire semble reposer inévitablement sur les Etats-Unis, actuellement seule puissance globale sans rival sérieux. Toutefois, l'auteur s'interroge sur la pérennité d'un tel système et tente de comprendre comment, sur des réalités géopolitiques admises par un plus grand nombre, les Etats-Unis pourraient léguer à l'humanité les fonds baptismaux d'une structure qui assumerait le pouvoir de « *régent* » mondial.

¹ Zbigniew Brzezinski (*Le grand échiquier*).

Sommaire

Introduction

1. - L'après guerre froide

- 11. - La Russie en quête d'un statut de grande puissance
- 12. - L'élargissement de l'OTAN, nouvelle pomme de discorde
- 13. - L'OTAN, vecteur de sécurité crédible

2. - Quelle sécurité pour l'Europe ?

- 21. - La difficile construction d'une politique de défense européenne
- 22. - Une mise sous tutelle de l'OTAN inévitable
- 23. - L'élargissement de l'Europe : ouverture ou repli ?

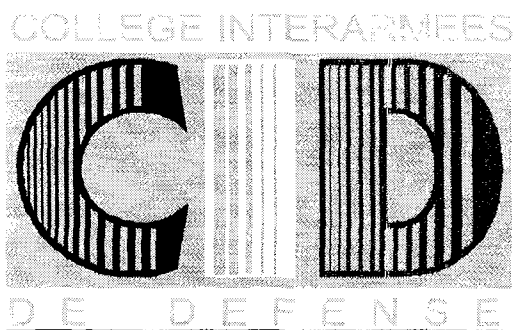
3. - L'instabilité en Asie-Pacifique et l'activisme américain

- 31. - Emergence d'un nouveau nationalisme japonais
- 32. - Les ambitions régionales de la Chine
- 33. - Les limites de l'activisme américain

Conclusion

Annexes (cartes)

Bibliographie



LES ETATS-UNIS, DERNIER RECOURS DU SYSTEME DE SECURITE COLLECTIVE ?

INTRODUCTION

De façon inattendue, le monde bipolaire a cessé abruptement d'exister. Les Etats-Unis en ont profité pour conforter leur hégémonie sur l'échiquier planétaire d'autant plus que depuis le début de la guerre froide, en dehors de l'URSS, aucun Etat ou groupe d'Etats n'avait véritablement et sérieusement songé à leur disputer la suprématie¹. L'Europe occidentale qui, potentiellement, avec plus de 300 millions d'habitants, aurait eu les moyens de le faire, reste militairement impotente. La guerre du Golfe a consacré la stratégie directe américaine par un déploiement de forces lui permettant de retrouver un prestige perdu au Viêt-Nam et de conforter, ainsi, sa prééminence dans le cadre d'un nouvel ordre mondial. Par deux fois également, les Etats-Unis ont participé aux guerres européennes et endigué la montée d'impérialismes dont le triomphe eut créé un environnement dominé par un ou des Etats qui leur étaient hostiles. L'effondrement de l'Union soviétique a provoqué une redistribution des rôles sur l'échiquier mondial où les Etats-Unis exercent sans partage une hégémonie absolue pour une durée *a priori* indéterminée.

L'année 1994-1995 aura été marquée par une inquiétude croissante concernant la sécurité des deux espaces stratégiques les plus sensibles du globe : l'Europe et l'Asie-Pacifique. Depuis la fin de la confrontation Est-Ouest, le monde semblait vivre au rythme des grandes manoeuvres économiques, menées sous l'égide des Etats-Unis. L'objectif affiché de la Maison Blanche était de soutenir partout dans le monde le modèle américain fondé sur la démocratie et la liberté de marché par la promotion d'une vaste libéralisation des échanges commerciaux, des flux de

¹ Voir cartes (annexe 1).

capitaux et d'informations. Il s'agissait, à la fois, d'intégrer rapidement les pays industriels émergents à l'économie mondiale, de pousser au démantèlement des politiques protectionnistes en Europe et au Japon. L'objectif consistait également à élargir ce processus aux deux grands espaces qui échappaient encore au système de libre-échange : la Russie et la Chine. Les succès mêmes de cette stratégie ont cependant créé les conditions de nouvelles turbulences politiques.

Dès la fin de l'année 1994, les relations avec le Kremlin sont redevenues l'un des principaux motifs de préoccupation des dirigeants européens et américains. La diplomatie russe, qui occupait une position de second rang depuis l'effondrement de l'Union soviétique, a semblé vouloir s'affirmer avec force. Au Conseil de sécurité des Nations unies, en novembre 1994, Moscou prit ouvertement parti pour la levée des sanctions frappant l'Irak depuis la crise du Golfe. En décembre, le président russe Eltsine mit en garde contre tout élargissement de l'OTAN aux pays d'Europe centrale et orientale². Il refusa également de donner suite à l'adhésion de la Russie au partenariat pour la paix de l'Alliance atlantique. En janvier 1995, l'armée russe intervint massivement en Tchétchénie. De même, les sympathies pro-serbes des responsables ont-elles encore compliqué la gestion internationale du conflit en Bosnie. En mai, passant outre les objections de Washington, le président russe a confirmé la vente d'équipements nucléaires civils à l'Iran.

Dans ce nouveau paysage géostratégique, et en l'absence d'une efficacité rapide et concrète de l'ONU, la mise en place d'une architecture de sécurité planétaire semble reposer inévitablement sur les Etats-Unis, seule puissance globale sans rival sérieux dans les quatre domaines clés militaire, économique, technologique et culturel.

Afin de mieux comprendre la stratégie américaine et son évolution prévisible qui est en train d'émerger, il semble opportun d'étudier les conséquences de l'après guerre froide dans la nouvelle définition des alliances et de leur contenu. Ensuite, en analysant la situation en Europe, il sera davantage aisé de procéder à un éclairage particulier sur les clés de la future sécurité du Vieux Continent. Enfin, en s'intéressant à la zone Asie-Pacifique, les grandes tendances de cette fin de siècle seront abordées avant d'imaginer la future stratégie américaine au seuil du troisième millénaire.

² PECO : Pays d'Europe Centrale et Orientale.

1. - L'après guerre froide

L'héritage militaire et stratégique de la guerre froide a donné naissance à la doctrine d'un nouvel ordre mondial au sein duquel les Etats-Unis espèrent mettre en oeuvre leur stratégie rénovée. Toute intervention américaine est désormais préalablement soumise à des conditions très restrictives telles que l'existence réelle d'intérêts, la définition claire d'objectifs, un calendrier contraignant et l'identification d'une « *stratégie de sortie*. » L'OTAN rénovée autoriserait ainsi l'application de ces nouveaux principes.

11. - La Russie en quête d'un statut de grande puissance

Consciente des défis à relever au terme de la guerre froide, la Russie s'est engagée dans une profonde mutation de ses relations avec l'Occident. Toutefois, le chaos politique et social régnant dans le pays, les frustrations engendrées par la perte de son rang de superpuissance et la disparition d'une immense partie de son empire³ ont nourri une vague nationaliste et l'esprit de revanche. Le ministre des affaires étrangères, Andreï Kozyrev, a même évoqué le spectre d'une « *paix froide* » avec l'Ouest. En réalité, Moscou n'a pas caché sa volonté de retrouver un statut de grande puissance, sinon mondiale, du moins européenne. Il n'était pas question pour la Russie d'abandonner son droit de regard sur les nouveaux équilibres géopolitiques se mettant en place sur le Vieux Continent.

La future architecture de sécurité européenne allait ainsi se retrouver au coeur des relations russo-occidentales. Face à ce réveil des ambitions russes, les Etats d'Europe centrale, et même l'Ukraine, ont insisté, de plus en plus bruyamment, pour accéder rapidement à la qualité de membre à part entière de l'OTAN, afin de bénéficier du parapluie occidental de sécurité. Le Kremlin, pour sa part, a argumenté qu'il s'agirait là d'un acte hostile. Mais, pour la Russie, repousser les frontières d'une alliance militaire défensive jusqu'au territoire russe revenait à la considérer comme le nouvel ennemi potentiel. Moscou a donc plaidé pour la transformation de l'OTAN en une alliance exclusivement politique, la sécurité européenne relevant de l'O.S.C.E. où la Russie détient un droit de *vetó*⁴.

12. - L'élargissement de l'OTAN, nouvelle pomme de discorde

L'élargissement de l'OTAN⁵ est ainsi devenu le coeur des préoccupations et l'objet d'approches aux points de vue divergents en Europe. Pour les PECO, ex-membres du pacte de Varsovie, il n'était pas question de se retrouver à nouveau, fût-ce indirectement, sous une quelconque tutelle de Moscou. La mise en cause par le Kremlin, au printemps 1995, du traité de 1990 portant sur la réduction des forces conventionnelles en Europe⁶ n'a fait qu'alimenter leurs craintes. Les Russes, en effet, ont fait valoir que ce traité ne tient pas compte des bouleversements géopolitiques des années précédentes. En empêchant des grandes concentrations

³ Voir carte (annexe 2).

⁴ O.S.C.E. : Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe. L'O.S.C.E. regroupe tous les pays d'Europe ainsi que les Etats-Unis et le Canada.

⁵ Voir carte (annexe 3).

⁶ F.C.E. : Forces Conventionnelles en Europe. Ce traité constitue l'un des piliers de la sécurité en Europe.

de troupes dans certaines régions - en particulier le Caucase -, le traité exercerait une contrainte inacceptable sur les besoins de sécurité légitimes du pays.

En Europe, du point de vue américain, l'élargissement de l'OTAN a pris d'abord la forme de la réunification allemande. Aujourd'hui, il prend celle de l'extension territoriale vers une frontière orientale qui se situe en fait au sud. Sensibles à l'argument russe redoutant qu'une trop grande proximité aux marges de la C.E.I. ne crée un front de « *chocs entre civilisations*⁷ », un nouveau rideau de fer sans glaces, les Américains proposent de repousser vers l'Asie centrale les limites de « *l'Alliance pour l'élargissement* », ce qui correspond à « *l'étranger proche* » de la nouvelle diplomatie russe.

13. - L'OTAN, vecteur de sécurité crédible

Les Etats-Unis, pour leur part, sont apparus confrontés à un dilemme. D'un côté, ils estiment que l'OTAN, dont ils assument le *leadership*, est la seule organisation de sécurité crédible dans une Europe de plus en plus instable. Maintenir et même renforcer l'organisation militaire occidentale, tout en y intégrant peu à peu les pays d'Europe centrale et orientale, leur semble la meilleure assurance, non seulement contre une éventuelle réapparition de la menace russe, mais aussi contre les multiples dangers de déstabilisation venant des Balkans ou du sud de la Méditerranée. D'un autre côté, la grande stratégie post guerre froide des administrations successives des présidents Bush et Clinton aura été fondée sur l'aide aux réformes politiques et économiques en Russie. Cette stratégie vise à l'intégration progressive au sein des démocraties de marché et une étroite collaboration en matière de politique nucléaire et de sécurité.

Le dilemme existe toutefois dans l'équilibre à trouver entre la définition d'un cadre politico-militaire européen clair en élargissant l'OTAN à l'Est, tout en sauvegardant une forte coopération économique et militaire avec Moscou. Par l'*Acte Fondateur*⁸ OTAN-Russie, signé au printemps 97, les Etats-Unis pensent, tout en rassurant les Russes, entraîner les Européens à mettre au point des moyens de projection de force au service d'une stratégie offensive en Asie centrale et en Asie du sud. Certains principes de l'*Acte Fondateur* font de la Russie une zone d'*enlargement*⁹, une frontière de cette stratégie américaine. L'OTAN pourrait ainsi, par le biais d'interventions contre les sursauts de toutes sortes à sa périphérie, aider à promouvoir la démocratisation et l'extension de l'économie capitaliste en Russie.

Les enseignements tirés de la guerre froide ont incontestablement contribué au renouveau de la pensée stratégique américaine. Elle s'est concrétisée par

⁷ Théorie de Samuel Huntington. Professeur à Harvard, il est convaincu que les affrontements se produiront désormais entre les civilisations. Dans sa théorie, il propose des partitions culturelles comme identités stratégiques et foyers potentiels des conflits futurs.

⁸ L'*Acte Fondateur* reconnaît le rôle bienfaiteur de la démocratie pluraliste, met l'accent sur le respect des droits de l'homme et le développement d'économies de marché.

⁹ Théorie d'Anthony Lake, l'*enlargement* supprime définitivement le *containment* de George Kennan, théorie qui fut un programme défensif mais militaire (voir carte en annexe 4). L'*enlargement*, ou élargissement, signifie l'extension conjointe et à l'échelle globale de la démocratie et de l'économie de marché. Les alliances locales ne sont plus considérées que comme des montages partiels, dont la valeur n'est pas fixe mais varie comme sur un marché.

l'implication dans la crise bosniaque, traduisant ainsi la difficulté qu'éprouvent les Européens à assurer l'ordre sur le Vieux Continent.

2. - Quelle sécurité pour l'Europe ?

L'alliance militaire euro-américaine s'est retrouvée presque vide de principes politiques communs après la chute de l'Union soviétique. Elle trouve désormais sa justification dans l'invention d'un super Etat fédéral, à l'instar de son homologue et rival transatlantique. En maintenant les alliances actuelles, les Etats-Unis préviennent la formation d'autres alliances qui se feraient sans eux et pourraient donc, un jour, se retourner contre eux.

21. - La difficile construction d'une politique de défense européenne

Cette incertitude a également commencé à alarmer les pays d'Europe occidentale, en particulier l'Allemagne, à nouveau en première ligne. La perspective d'un refroidissement des relations avec la Russie, le danger d'extension des conflits balkaniques à l'Europe centrale et la situation explosive existant au Maghreb sont apparus de nature à mettre en cause tout l'équilibre de sécurité européen. La construction d'une politique de défense européenne commune est ainsi devenue une question urgente. Or, la crise bosniaque et l'aggravation de la situation militaire en ex-Yougoslavie ont largement démontré l'incapacité des Européens à assurer eux-mêmes leur propre sécurité. Seuls la France et le Royaume-Uni ont encore les moyens politiques et militaires de mobiliser une force d'intervention armée.

Cette défense montre cependant certaines limites. D'une part, elle est dépendante d'une importante participation allemande, toujours problématique, en dépit du feu vert accordé par la Cour constitutionnelle de Karlsruhe en 1994. D'autre part, elle repose sur l'appui décisif, logistique et humain des Etats-Unis. Les alliances manifestent une communauté de valeurs entre démocraties. Elles sont donc moins pensées en fonction d'une menace que comme mode d'intégration à un ordre souhaitable. La pérennité des alliances garantit que les Etats-Unis demeurent au centre de trois entités régionales que sont l'Europe, l'Asie et le Moyen-Orient. Face à la montée en puissance inéluctable de ces espaces, l'Amérique ne peut préserver sa suprématie qu'en garantissant le *statu quo* et en assumant ses responsabilités. Les principales puissances régionales auront, dès lors, moins de motifs de convertir leurs actifs économiques en capacités militaires¹⁰.

22. - Une mise sous tutelle de l'OTAN inévitable

Cette dépendance renouvelée de l'Europe envers le « *parapluie américain* » a suscité des réactions contradictoires. L'Allemagne et le Royaume-Uni ont plaidé pour un renforcement de l'OTAN garantissant la présence des *G.I.* sur le Vieux Continent. La France a poursuivi son idée d'une capacité de défense européenne plus autonome, en essayant de doter l'Union de l'Europe Occidentale de moyens

¹⁰ Cette stratégie trouve une traduction concrète dans la volonté de Washington de conserver le contrôle de certains pôles de compétences, en particulier tout ce qui a trait à l'information stratégique et les satellites d'observation.

opérationnels et en multipliant les accords militaires intra-européens, tel l'Euroforce, signé en mai 1994 avec l'Espagne, le Portugal et l'Italie. Cependant, même à Paris, le maintien d'une présence américaine en Europe est considéré comme une garantie essentielle de sécurité, à tel point que, pour la première fois depuis 1966, des représentants français siègent dans le groupe des plans de défense de l'OTAN. Les Etats-Unis, quant à eux, se sont montrés favorables à une force militaire européenne efficace, mais maintenue sous le commandement intégré de l'Alliance. La crise bosniaque et le déploiement de l'IFOR ont joué, à cet égard, un rôle majeur, l'opération ayant mis en valeur à la fois la domination américaine et l'efficacité opérationnelle de l'Organisation. En tant que représentation d'une sécurité commune, l'Alliance fait converger la perception des enjeux de sécurité¹¹ qu'un plus grand nombre doit, au travers de nouvelles adhésions, partager. Enfin, le multilatéralisme est perçu comme un gage de légitimité aux yeux des opinions publiques.

23. - L'élargissement de l'Europe : ouverture ou repli ?

Cette cacophonie a été d'autant plus inquiétante que l'Union européenne était confrontée à la nécessité d'une profonde redéfinition de ses institutions et de ses objectifs. L'architecture institutionnelle de l'Europe des Douze était devenue beaucoup trop étroite pour accueillir les trois nouveaux membres¹² et ceux qui, en Europe centrale, frappent déjà à la porte. Mais une Europe des Quinze, puis des Vingt-cinq ou Trente, pourrait-elle être autre chose qu'une vaste zone de libre-échange ? Avec autant de vieilles nations, encore soucieuses de leurs identités et sans réels moyens d'assurer leur propre défense, comment définir une politique extérieure et de sécurité commune ? Allait-on se diriger vers une Europe à la carte, où les noyaux durs et autres regroupements à géométrie variable ne seront que les dénominations modernes du traditionnel jeu d'alliances diplomatiques et d'équilibres des puissances, si catastrophique dans l'histoire européenne ?

Ces questions furent inscrites à l'ordre du jour lors de la conférence intergouvernementale de 1996, prévue par le traité de Maastricht, afin de relancer l'Union européenne dans l'ère post guerre froide. Le défi apparaissait de taille au premier semestre 1996, d'autant que la génération des artisans de la construction européenne des années quatre-vingt allait passer la main à d'autres, dont la flamme communautaire ne semblait pas aussi forte. Les Etats européens se considèrent comme fondateurs d'Etats et destructeurs d'empires. La modernité est, en Europe, synonyme de continuelle création d'Etats¹³.

L'Europe reste l'alliée naturelle des Etats-Unis car l'une et l'autre puisent, pour l'essentiel, dans un fonds de valeurs communes et s'inspirent, dans la sphère politique, de la même culture. Ainsi, l'Europe élargie pourra servir de tremplin pour consolider un ordre international fondé sur la démocratie et la coopération.

¹¹ Henry Kissinger dit à ce propos que « l'équilibre des forces inhibe la capacité à renverser l'ordre international ; l'accord sur des valeurs partagées inhibe le désir de renverser l'ordre international. »

¹² Autriche, Finlande et Suède.

¹³ 49 Etats européens contre 18 au début du siècle.

3. - L'instabilité en Asie-Pacifique et l'activisme américain

Tenue à l'écart des grands bouleversements qui ont modifié l'état de la planète au début des années 90, cette partie du monde se révèle un extraordinaire champ de prospérité économique. Elle pourrait bien dominer le monde au cours des prochaines décennies. Outre de réelles potentialités, les projets de construction régionale s'affirment, et, en dépit de nombreuses hésitations, ils prennent forme autour d'un axe sino-japonais. La stratégie officielle consiste à créer une zone de coprosperité économique alliée à une aire de sécurité commune.

31. - Emergence d'un nouveau nationalisme japonais

Avec l'arrivée au pouvoir à Tokyo, en juin 1994, d'une improbable coalition socialiste-libérale, le Japon a vécu une crise politique permanente, aggravée par la persistance de difficultés économiques mettant en cause profondément le fameux modèle japonais. L'état chaotique de la vie politique, le perpétuel bras de fer commercial avec les Etats-Unis et les menaces émanant de la Corée du Nord ou des ambitions chinoises dans la région n'ont fait qu'alimenter l'émergence d'un nouveau nationalisme japonais. Certains hommes politiques ont proposé, en effet, une vision d'un Japon politiquement et militairement plus autonome des Etats-Unis, capable d'exercer son *leadership* seul sur l'ensemble de la région. Or, une telle perspective ne pouvait manquer de nourrir les inquiétudes d'un certain nombre d'Etats voisins où le souvenir de l'impérialisme japonais des années trente-quarante est resté fortement ancré dans les mémoires.

Aucun d'eux, par ailleurs, n'a semblé tenir au retrait du parapluie militaire américain garantissant à la fois la sécurité régionale et une tutelle sur la puissance nippone, retrait qui les laisserait seuls face aux appétits des deux grands japonais et chinois. Par ailleurs, la persistance de la menace nord-coréenne conditionne la présence américaine, tant que demeure dans la zone un adversaire potentiel désigné comme dangereux, autoritaire ou rival. Enfin, cette présence s'inscrit dans la nouvelle doctrine américaine dont l'objectif consiste à gagner seuls, et simultanément, deux guerres régionales de type classique contre des Etats hostiles de puissance moyenne¹⁴. En ce sens, le repositionnement des forces américaines constitue la meilleure assurance pour contribuer efficacement à la *readiness*¹⁵.

32. - Les ambitions régionales de la Chine

La Chine, pour sa part, est restée aux prises à la fois avec un *boom* économique anarchique, une ouverture réticente et désordonnée au monde extérieur et une bataille de succession pour l'héritage de Deng Xiaoping. Cette conjonction de vigueur économique et de fragilité politique endémique a provoqué une crispation intérieure, couplée à une fuite en avant économique dans une nouvelle politique de puissance. Là aussi, les pays voisins ont montré leur crainte face à la persistance d'un régime autoritaire de plus en plus contradictoire avec les libertés prises par la vie économique. En outre, la revendication chinoise d'une souveraineté sur

¹⁴ Sont ici implicitement désignés l'Irak et la Corée du Nord contre lesquels les Etats-Unis peuvent engager 400 000 hommes par théâtre.

¹⁵ *Readiness* : rapidité d'engagement.

l'ensemble de la mer de Chine méridionale, riche en ressources pétrolières, est de nature à nourrir ces inquiétudes.

Le différend se situe à trois échelles : locale, avec la présence de troupes¹⁶ sur les atolls de Paracels et Spratly¹⁷; régionale, avec l'exploration des premiers champs pétrolifères par des compagnies américaines engagées par la Chine et par le Viêt-Nam ; mondiale, avec, d'un côté, la montée en puissance de la Chine et le renforcement de l'ASEAN¹⁸, et, de l'autre, l'affaiblissement dans la région des présences américaine et russe, de même que l'absence militaire japonaise. La course aux armements, y compris nucléaires, menée par les autorités de Pékin depuis la fin de la guerre froide, la constitution accélérée d'une marine océanique chinoise et la non ratification par la Chine du traité sur le droit de la mer ont encore ajouté aux inquiétudes régionales. En réalité, au-delà des différends économiques, c'est toute l'organisation de sécurité en Asie-Pacifique qui s'est trouvée mise en cause, l'évolution des rapports avec Washington restant toujours au centre des débats.

33. - Les limites de l'activisme américain

Les Etats-Unis, principaux artisans de la réorganisation de l'économie mondiale depuis la fin de la guerre froide, ont-ils les moyens de jouer un rôle analogue dans le domaine de la sécurité ? En 1994-1995, la Maison Blanche s'est surtout appliquée à consolider les acquis de sa stratégie économique d'intégration du marché mondial. Sous son impulsion, le Congrès a ratifié l'accord du GATT¹⁹ instituant l'Organisation mondiale du commerce²⁰. De même, les pays membres de l'APEC²¹ se sont fixé, à la réunion de Seattle en novembre 1993, les dates de 2010 et 2020 pour la constitution d'une zone de libre-échange, alors que le sommet des Amériques, en décembre 1994, décidait d'un objectif similaire pour l'ensemble de l'hémisphère américain à l'échéance de 2005. En mai 1995, saisissant au vol une idée lancée par les Canadiens, les Britanniques et les Allemands, l'administration Clinton se déclarait prête à « *étudier sérieusement* » la possibilité de créer une formidable zone de libre-échange transatlantique, la TAFTA²², liant l'ALENA²³ et l'Union européenne.

Cet activisme économique reste toutefois insuffisant pour répondre aux problèmes de sécurité qui s'accumulent. Il permet cependant aux Etats-Unis d'atténuer l'importance du continent eurasiatique²⁴. Washington a pu mesurer l'étendue de son influence lors de la bataille, en mai 95, pour la prorogation pour un temps indéterminé, du traité de non-prolifération nucléaire. Cependant, au terme de la guerre froide, la Maison Blanche a voulu instaurer un partage des tâches en matière de maintien de la paix dans le monde. Aux organisations et alliés régionaux, la

¹⁶ Chine, Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande.

¹⁷ Ces atolls sont respectivement dispersés sur 13 000 et 160 000 km² et couvrent, tous réunis, 20 km² de terres à peine émergées. Riches en pétrole et en gaz, ils se trouvent exactement sur le trajet des grandes lignes maritimes qui conduisent du Moyen-Orient vers le Pacifique nord.

¹⁸ ASEAN : *Association of South-East Asian Nations* (Thaïlande, Philippines, Singapour, Malaisie, Indonésie, Brunei et Viêt-Nam).

¹⁹ GATT : *General Agreement on Tariffs and Trade*.

²⁰ L'O.M.C. est entrée en vigueur le 1er janvier 1995.

²¹ APEC : *Asian-Pacific Economic Area*.

²² TAFTA : *Transatlantic Free Trade Area*.

²³ ALENA ou NAFTA : *Accord de Libre-Echange Nord-Américain ou North American Free Trade Area*.

²⁴ Voir carte (annexe 5).

charge de la sécurité au jour le jour dans leur zone d'influence locale ; aux Etats-Unis, la responsabilité de commander les grandes interventions militaires - avec ou sans les alliés - soit pour défendre directement les intérêts américains, soit pour contrer une menace qui pèserait sur les grands équilibres internationaux²⁵.

²⁵ Voir cartes (annexe 6).

CONCLUSION

Les Etats-Unis sont aujourd'hui dans une position militaire écrasante, alignant tout l'éventail des moyens aériens, navals, terrestres, spatiaux et nucléaires. Ils disposent, en outre, d'une capacité de projection sans équivalent dans l'histoire²⁶. L'incessant renouvellement du discours stratégique américain s'alimente à la fois des controverses théoriques et des enseignements tirés des crises récentes. Les leçons de la guerre du Golfe, du fiasco somalien, du rôle des Casques bleus en Bosnie et l'opération Turquoise au Rwanda jettent un doute sur l'efficacité réelle de l'ONU. Sans forces militaires propres, sans réel état-major opérationnel, l'autorité des responsables onusiens se résume à une simple délégation de pouvoir à une puissance *leader* - les Etats-Unis dans le Golfe, la France au Rwanda - ou bien à la confusion des chaînes de commandement et des objectifs politiques qui paralysent l'intervention comme en Somalie et en Bosnie. En outre, dès lors qu'une mission déborde de sa dimension strictement locale ou qu'il ne s'agit plus d'un conflit de très basse intensité, la présence massive non seulement de la logistique, mais des troupes américaines, reste la meilleure garantie d'un effet dissuasif et, si nécessaire, d'une intervention efficace. De plus, les administrations américaines ont montré qu'elles refusaient le rôle de « gendarme du monde », sans pour autant financer l'ONU et lui accorder une autonomie militaire. Toutefois, il y a échec américain - en termes européens - chaque fois que la pratique des alliances révèle que la politique américaine est incapable de grouper, en un faisceau cohérent, volonté politique, capacité opérationnelle, savoir-faire local et loyauté des alliés en fonction des objectifs de paix par restauration d'Etats légitimes.

La stratégie nationale d'un pays repose sur plusieurs données fondamentales qui déterminent le rapport entre les fins et les moyens. Elles comprennent les objectifs, les menaces, l'environnement politique intérieur et extérieur de même que les ressources. Ces divers facteurs ont incontestablement été modifiés par la dissolution de l'URSS. A l'époque de la guerre froide, la stratégie globale des Etats-Unis était relativement simple. Elle consistait à contenir l'expansion territoriale soviétique, tout en évitant la résurgence d'un conflit majeur. Les objectifs étaient clairs, les menaces distinctes, l'environnement géopolitique plutôt stable et les ressources vouées à la défense élevées. Aujourd'hui, les objectifs sont plus flous, les menaces éloignées, l'environnement géopolitique diffus et incertain, la société américaine moins concernée mais plus exigeante, les ressources allouées à la défense moins conséquentes. La seule certitude est que les Etats-Unis restent une superpuissance et entendent le demeurer, en compensant les incertitudes du moment par leur avance économique, industrielle, technologique et militaire sur le reste du monde.

Toutefois, une question demeure en suspens. Combien de temps les alliés accepteront-ils de se voir relégués au rang de « *junior partners* », cogestionnaires de l'ordre mondial ? Le dispositif intégré et rénové de l'OTAN apporte une réponse. Face aux réticences du Congrès, les Etats-Unis développent une stratégie de la « *coalition verticale* » qui leur permet d'intervenir en quelque sorte à distance, et, par

²⁶ Le budget militaire des Etats-Unis, avec 253 milliards de *dollars*, égale les budgets additionnés des cinq autres puissances les plus dépensières : Russie, Chine, Japon, France et Allemagne.








là, de soustraire en partie l'action extérieure américaine aux pressions de l'opinion publique.

Cette rupture stratégique, alliée à l'évolution récente de la société américaine peuvent générer leurs propres germes destructeurs. En cette période charnière, personne ne conteste le rang de première puissance mondiale aux Etats-Unis. Aucun pays ne songe sérieusement à remettre en cause l'idée d'un système de sécurité collectif et planétaire dans lequel l'Amérique s'attribue encore la fonction de dernier recours. Cependant, il semble que ce soit dans l'affrontement avec elle-même que l'Amérique se révèle la plus mal armée. Tous les éléments sont désormais réunis pour que les Etats-Unis choisissent enfin leur direction stratégique pour les années à venir. Sans oublier les enseignements de l'Histoire et conscients qu'ils sont à leur apogée, ils éviteront peut-être la destruction de leur empire²⁷.









²⁷ Voir carte (annexe 7).

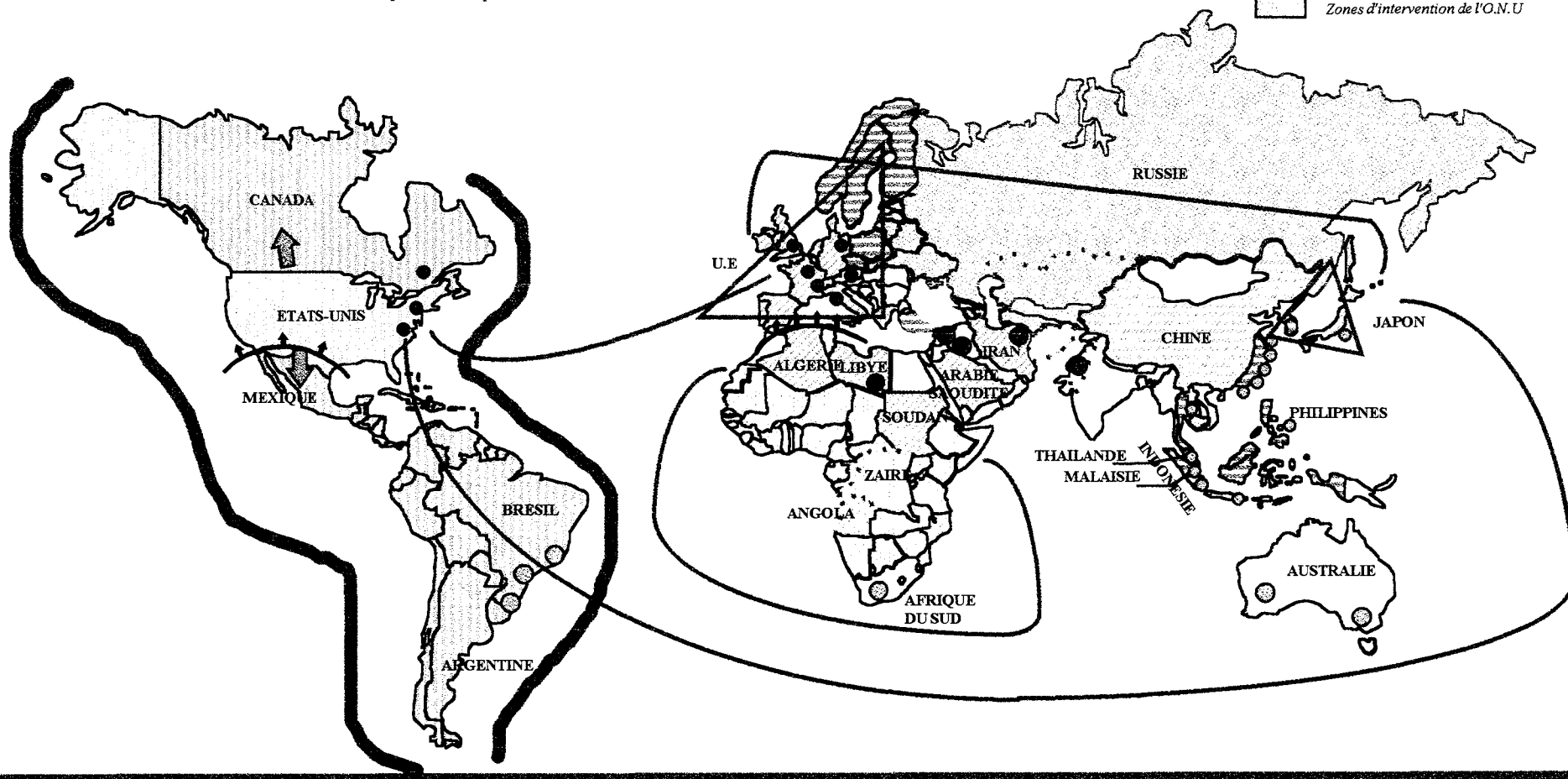
UN MONDE UNIPOLAIRE OU MULTIPOLAIRE ?

I - Un monde unipolaire ou multipolaire ?

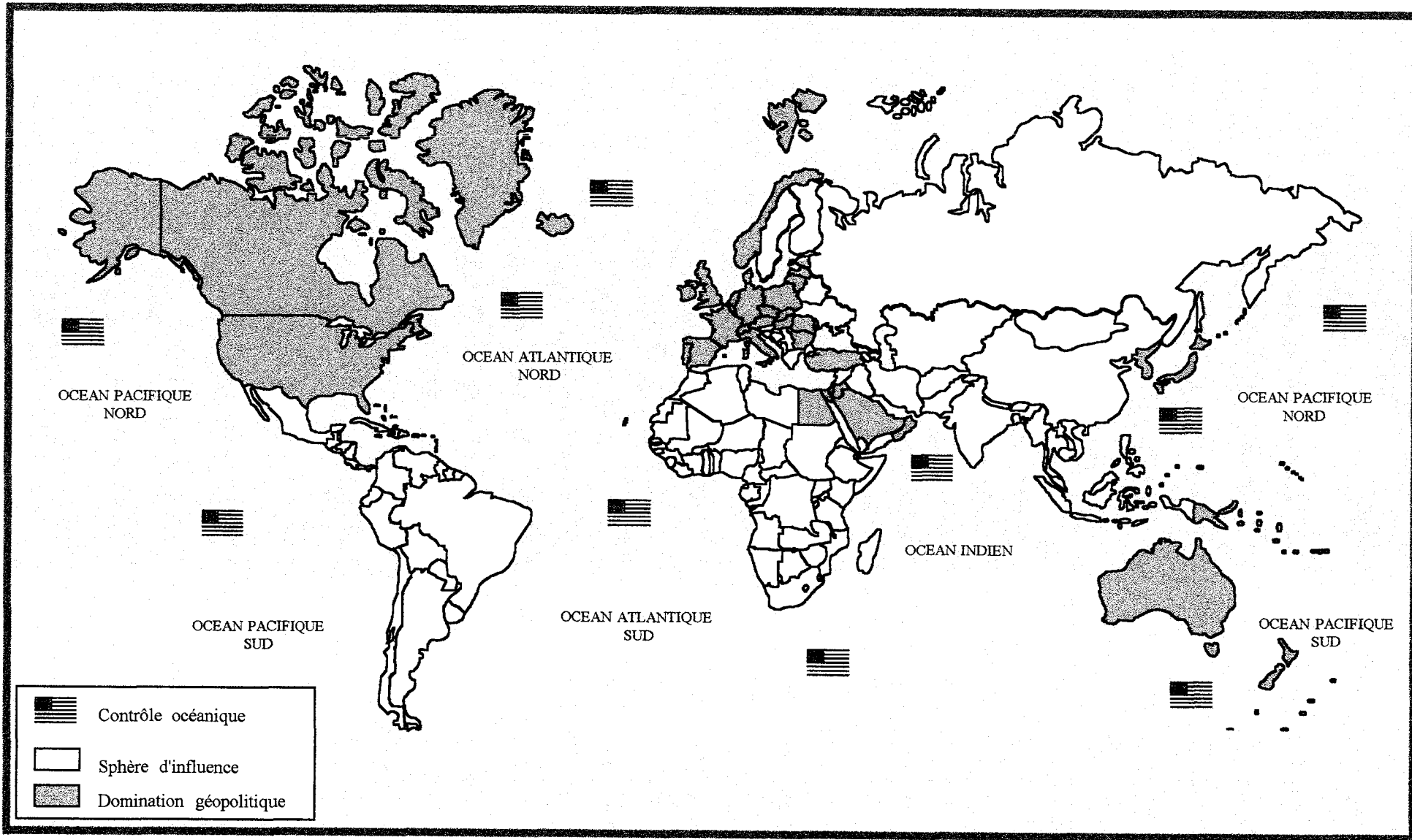
-  La fin de l'U.R.S.S.
-  Les derniers bastions du communisme
-  Le pôle américain
-  Les marges des pôles asiatiques et européens
-  La formation de l'A.L.E.N.A. (Association de Libre-Echange Nord-Américain)
-  La sphère d'influence naturelle des Etats-Unis
-  La montée en puissance des pôles économiques concurrents

II - Nouvel ordre mondial ou grand désordre ?

-  L'oligopole mondial
-  Les pôles en devenir
-  Les zones de déchirure nationaliste
-  Un Sud de plus en plus fragilisé par la famine, l'endettement et la misère, d'où des risques de flux migratoires incontrôlés
-  Un continent en voie de marginalisation
-  Les foyers d'intégrisme religieux islamiste
-  Les centres de décision (New-York, Genève et Vienne pour l'O.N.U., les capitales des pays du G7)
-  Zones d'intervention de l'O.N.U.

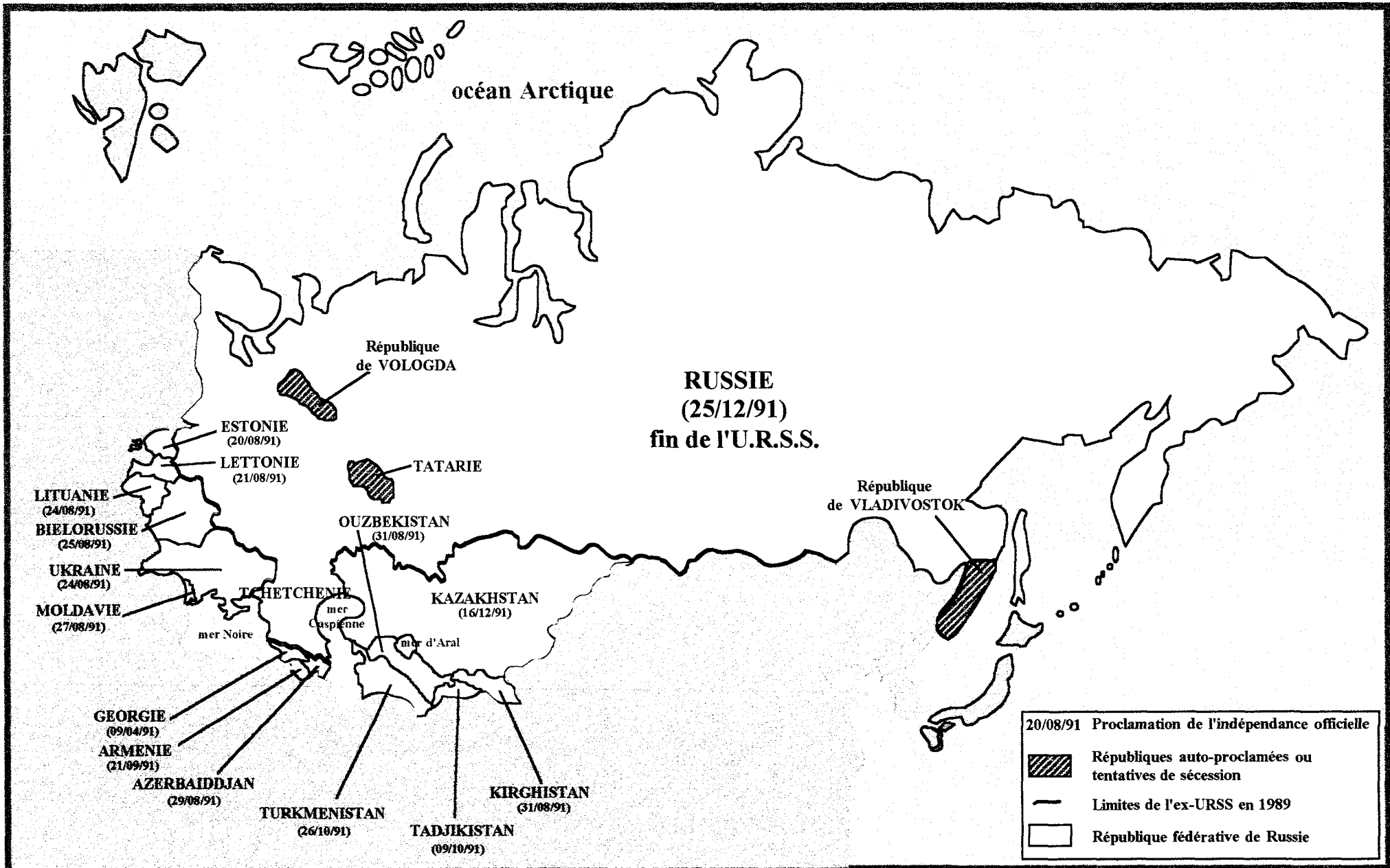


LA SUPREMATIE MONDIALE AMERICAINE

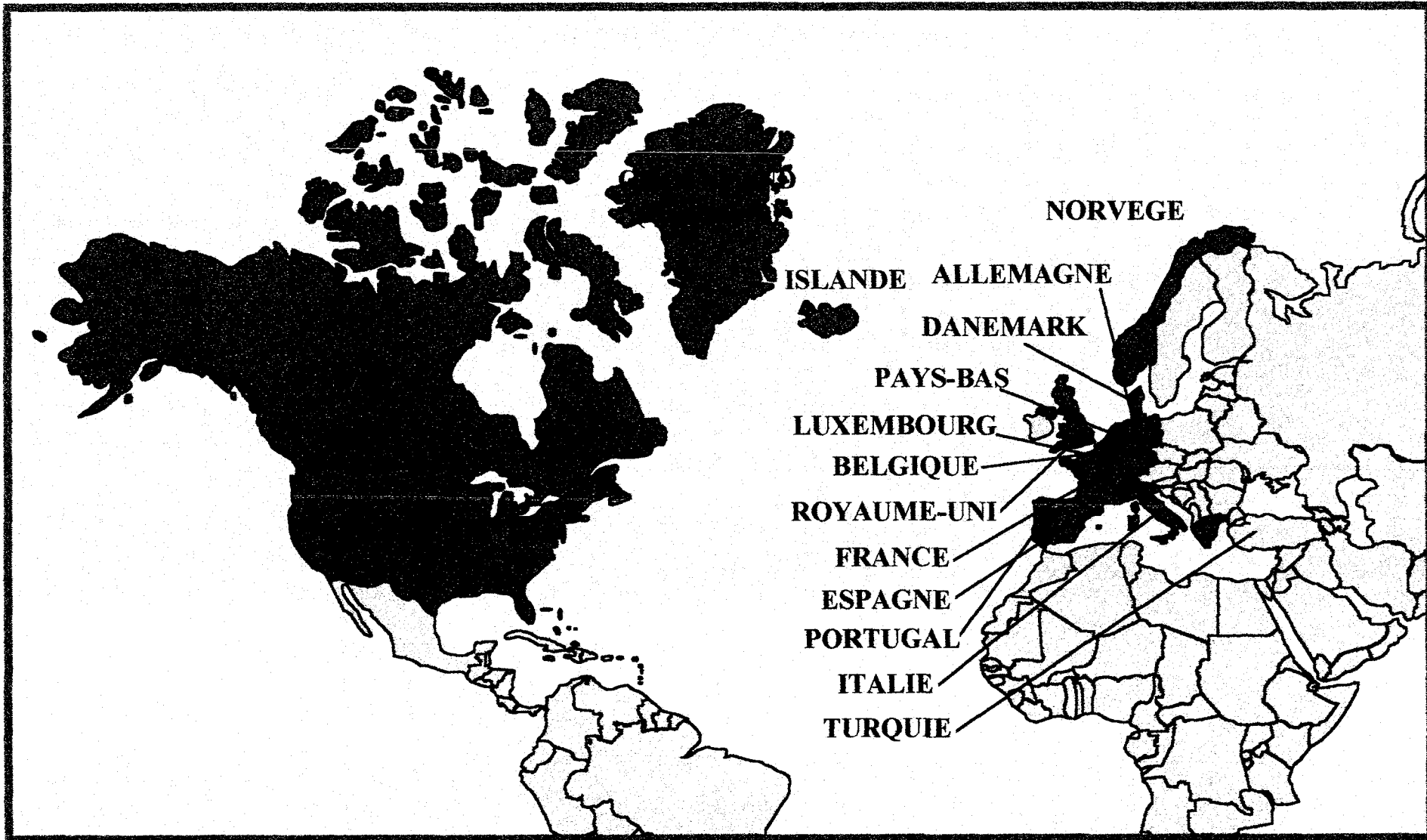


ANNEXE 1
(suite)

LA DESAGREGATION DE L'EMPIRE SOVIETIQUE



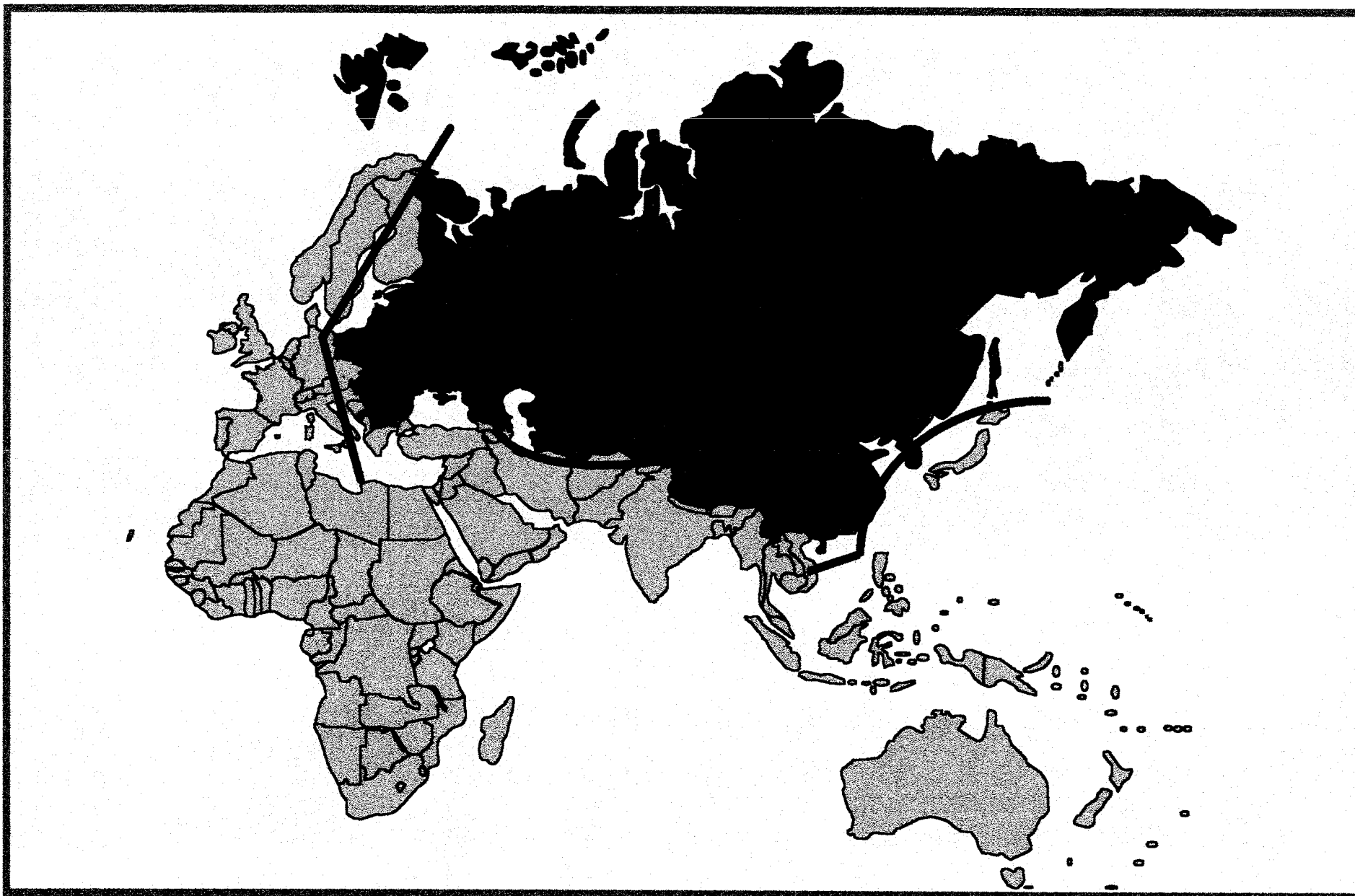
L'ALLIANCE ATLANTIQUE



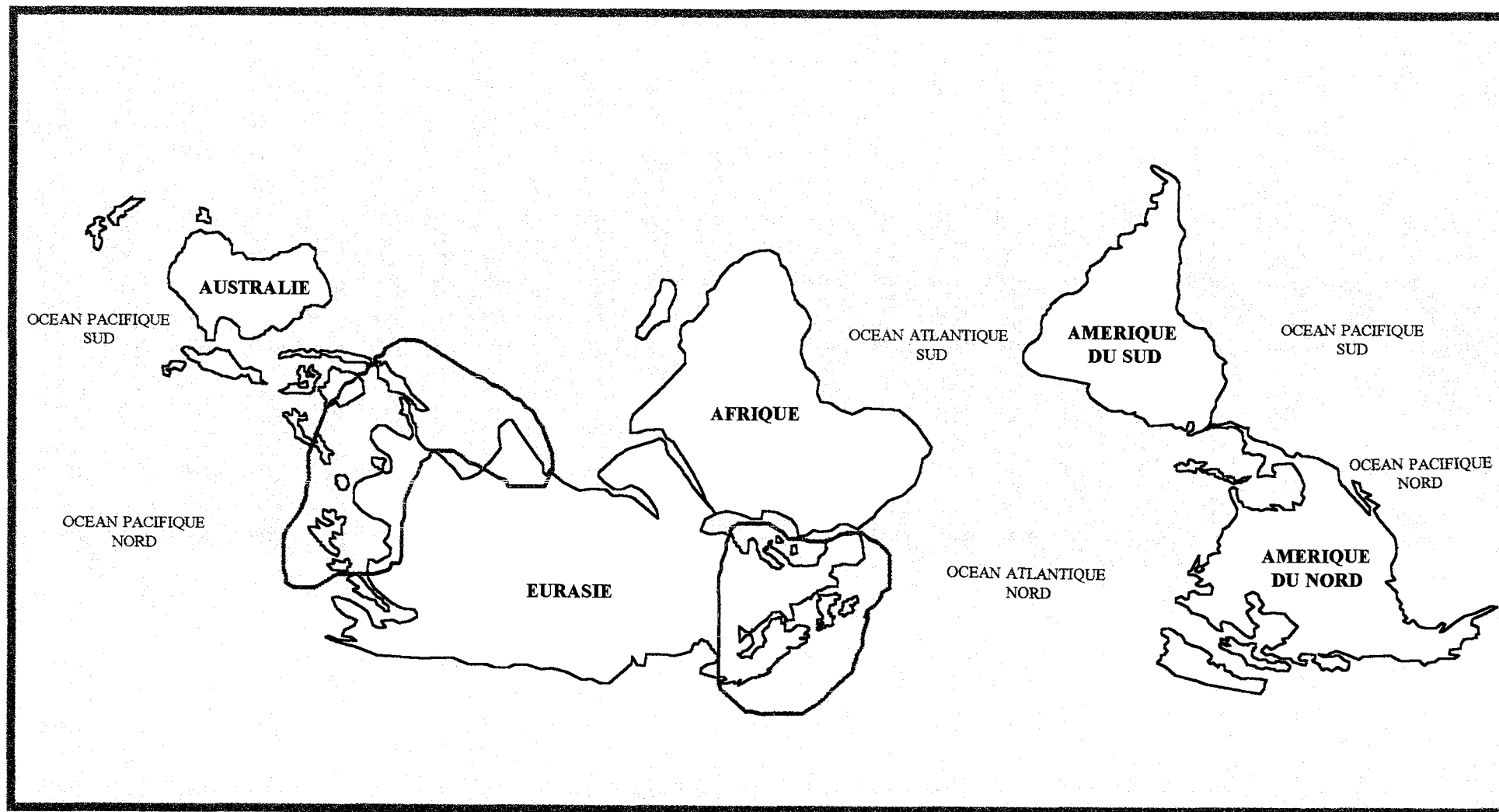
ANNEXE 3

TRAIT D'UNION ENTRE L'AMERIQUE DU NORD ET L'EUROPE

LE BLOC SINO-SOVIETIQUE ET LES TROIS FRONTS STRATEGIQUES PRINCIPAUX

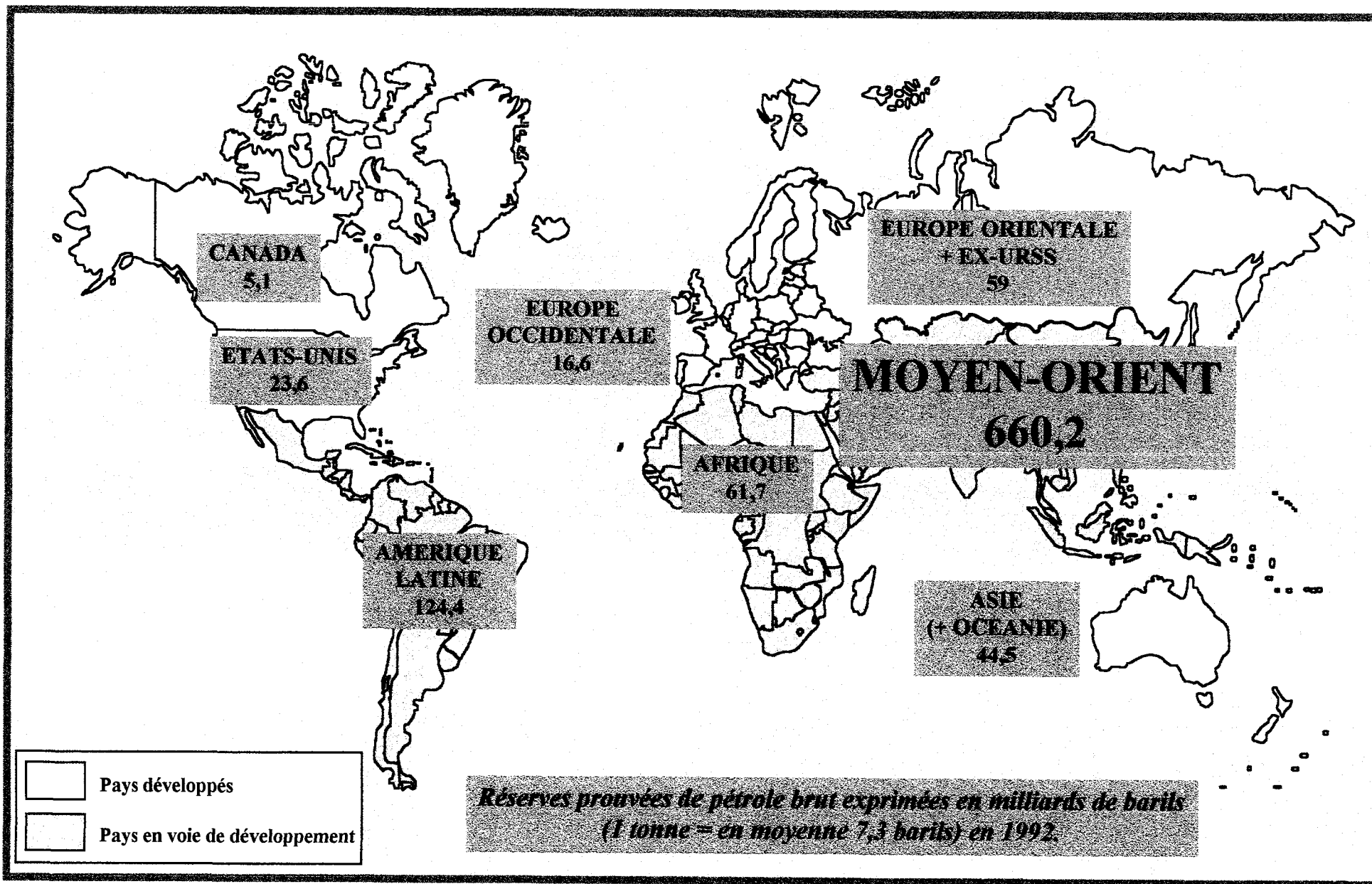


UN CONTINENT AU CENTRE DES RELATIONS GEOPOLITIQUES MONDIALES ET SES PERIPHERIES VITALES

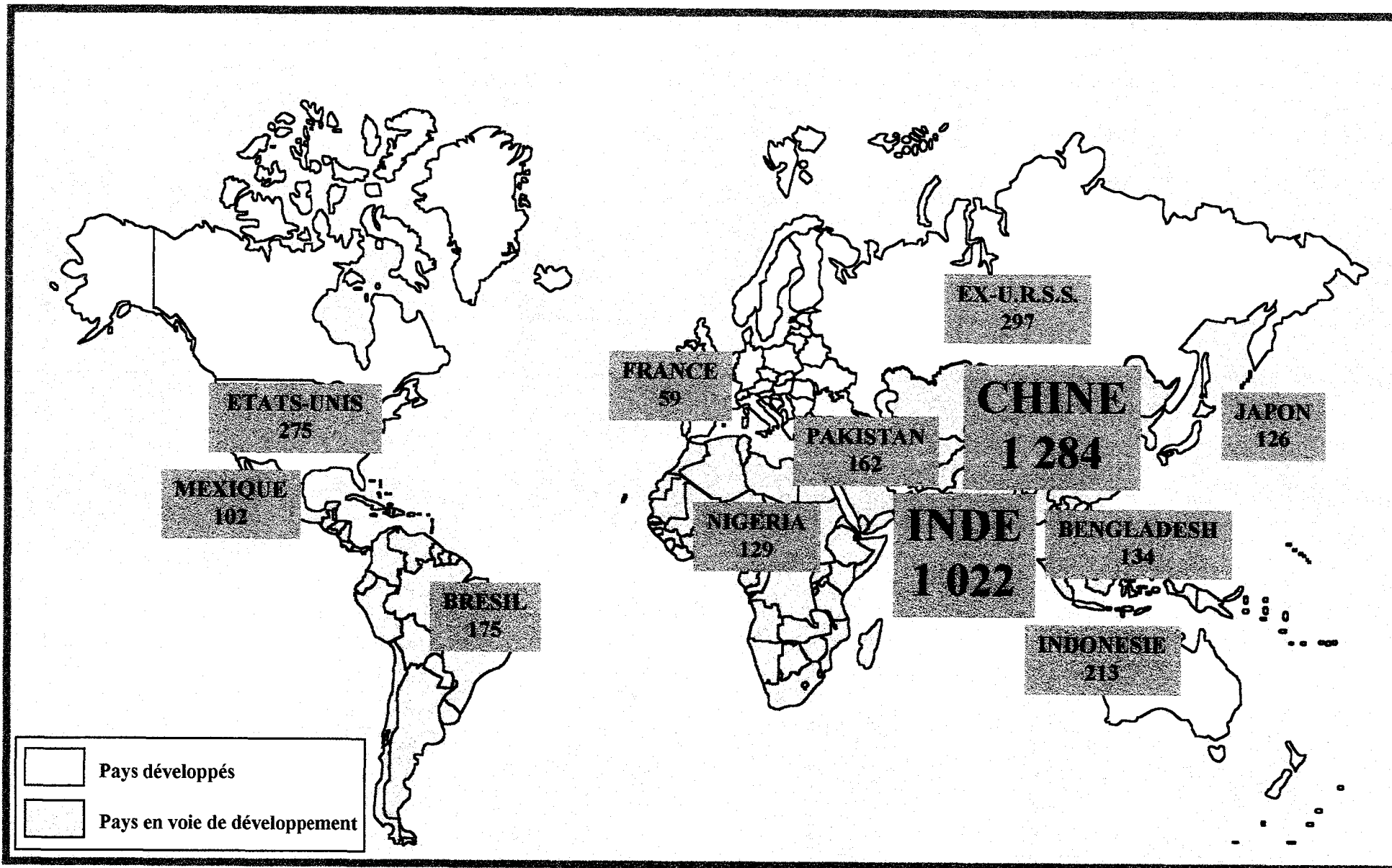


L'inversion du sens conventionnel de lecture permet de mieux voir l'importance de l'Eurasie

LE MONDE VU DANS UN BARIL



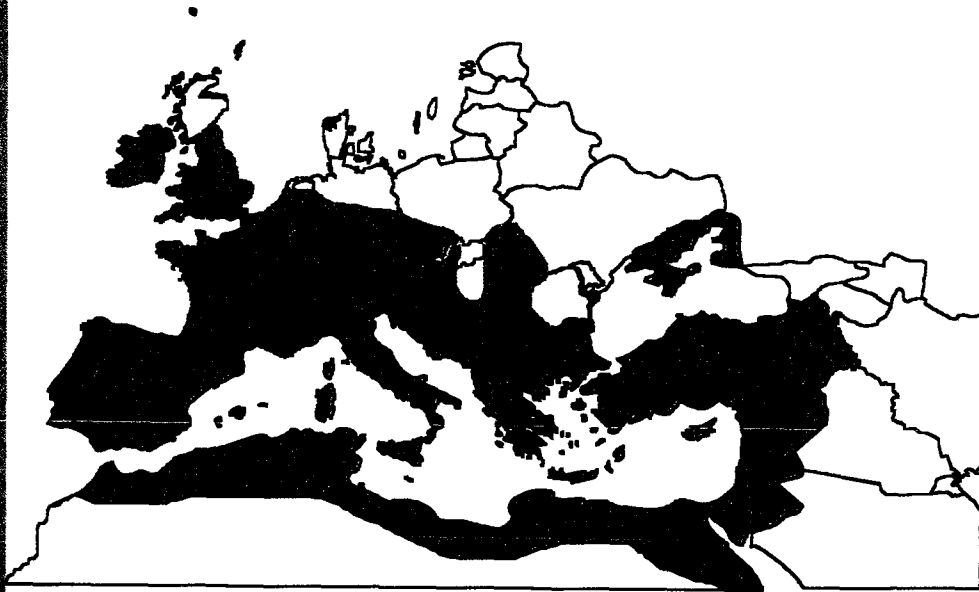
LE POIDS DEMOGRAPHIQUE DES ETATS EN 2000



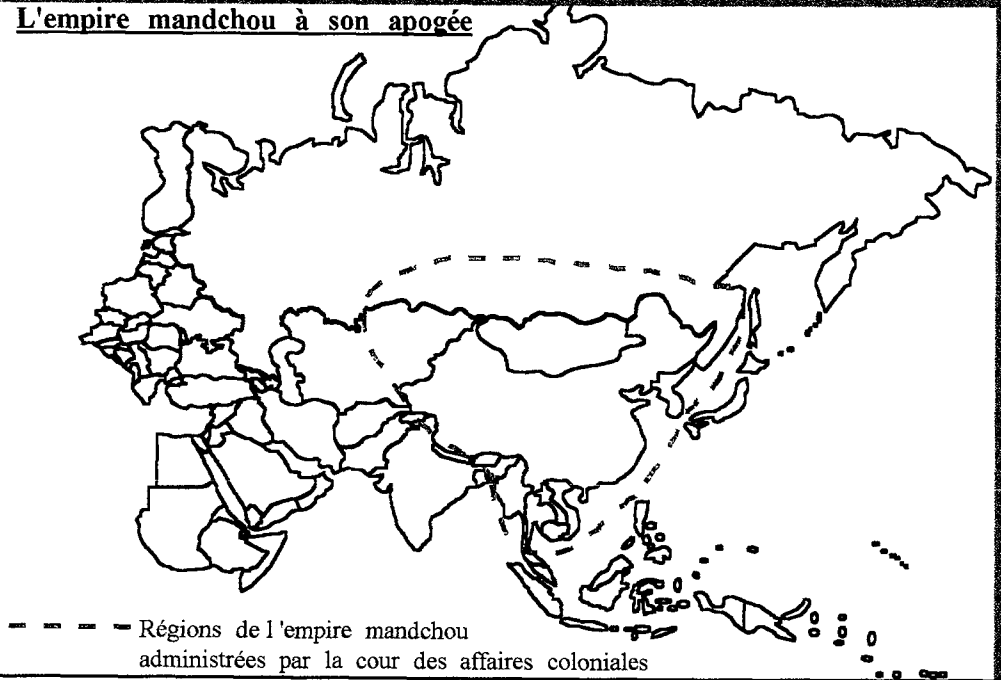
ANNEXE 6
(suite)

Source : population estimée par l'ONU en 1994 (en millions d'habitants)

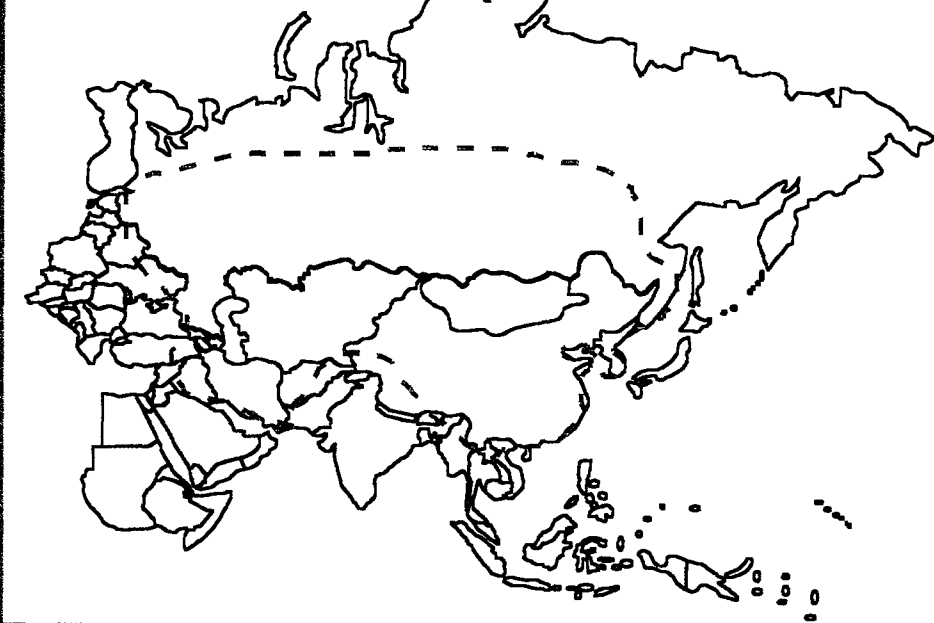
L'empire romain à son apogée



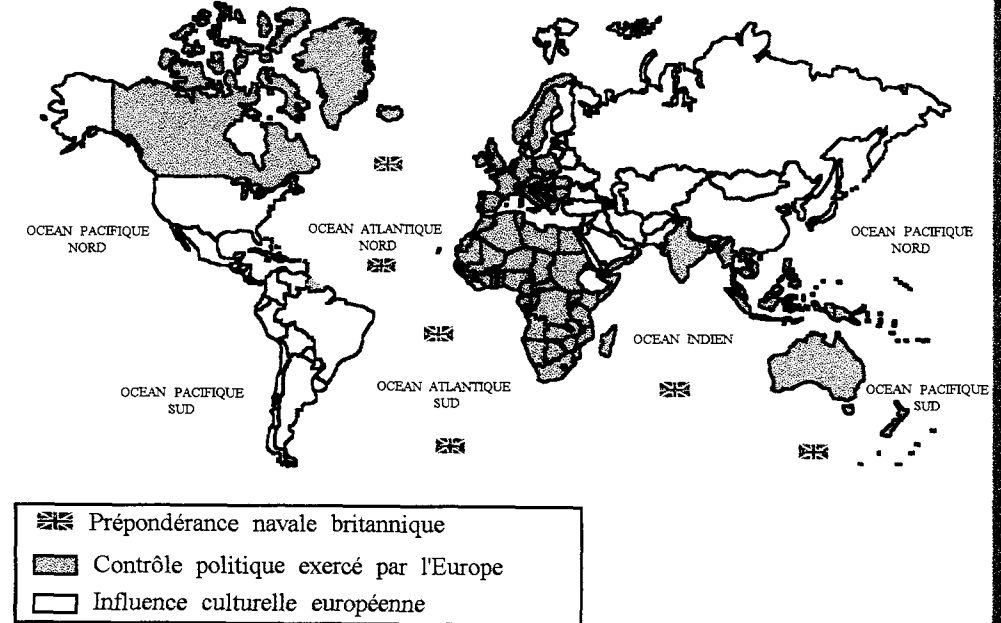
L'empire mandchou à son apogée



Etendue approximative du contrôle impérial mongol, 1280



La prééminence mondiale de l'Europe au début du siècle



Bibliographie

Lacoste, Yves : *Dictionnaire de géopolitique*, Flammarion, édition 1993

Colson, Bruno : *La culture stratégique américaine (L'influence de Jomini)*, Economica, Fondation pour les études de défense nationale, édition 1993

Kissinger, Henry : *Diplomatie*, Simon et Schuster, édition 1994

Eléments de stratégie et de défense de la France, dossier n°103, la documentation française, édition 1995

Joxe, Alain : *Le débat stratégique américain (1994-1995) - Révolution dans les affaires militaires*, Cahier d'études stratégiques n°18, CIRPES, édition 1995

Colson, Bruno : *La stratégie américaine et l'Europe*, Economica et Institut de stratégie comparée, édition 1997

Joxe, Alain : *Le débat stratégique américain (1995-1996) - Les nouvelles alliances*, Cahier d'études stratégiques n°20, CIRPES, édition 1997

Brzezinski, Zbigniew : *Le grand échiquier*, Bayard éditions, édition 1997

La Découverte : *L'état du monde, 1998*, édition 1997